

## LETTRE OUVERTE

### *Sondes d'échographie contaminées : de quel risque parle-t-on ?*

Pour la deuxième fois en 6 ans, M. Alain-Michel Ceretti, au nom de l'association de patients Le Lien, au cours d'une conférence de presse organisée à Paris le lundi 3 juin par la députée européenne Michèle Rivasi, relayée notamment par un sujet traité dans Télématin le mardi 2 juillet 2013, interpelle les pouvoirs publics et les professionnels de santé sur le risque potentiel de transmission d'infections au cours d'examens échographiques réalisés par voie endovaginale (EV) ou endorectale (ER). Cette inquiétude ne peut être perçue que comme légitime dès lors qu'un tel risque est évoqué.

En 2007, le Haut Conseil à la Santé Publique (HCSP), réunissant des experts de microbiologie, d'hygiène hospitalière et des professionnels de la santé utilisateurs d'échographies endocavitaires, émirent, à la lumière des données de la science de l'époque, des recommandations de décontamination de premier niveau entre deux examens, à condition de respecter certaines règles de pratiques parfaitement explicitées, le deuxième niveau étant réservé aux cas de souillures ou de situations de gestes à risque.

Pour mémoire, ces recommandations imposent l'utilisation de gaines marquées CE, le port de gants, une inspection de la sonde et son essuyage soigneux à l'aide de lingettes détergentes-désinfectantes. Le deuxième niveau consiste à faire tremper la sonde dans un liquide désinfectant pendant plusieurs minutes ou, plus récemment, à la soumettre à un traitement par rayons UV.

La décision du HCSP fut contestée par certaines associations de patients mais, après ré-analyse des données et de multiples auditions, l'Académie de Médecine trancha en décembre 2009, validant ces recommandations. Celles-ci furent très largement diffusées par l'ensemble de nos sociétés savantes, et par les comités d'hygiène de nos établissements, rappelant ces règles de bonnes pratiques.

Au cours de la conférence de presse du 3 juin 2013, il fut rappelé qu'un certain nombre de pays avaient fait le choix d'une désinfection de 2<sup>ème</sup> niveau de principe ; mais il n'était pas mentionné que nombreux sont les autres pays qui n'avaient pas fait le même choix. Ni les sociétés européennes de radiologie (ESR) ou d'ultrasons (EFSUMB), ni la fédération mondiale d'ultrasons (WFUMB) n'ont émis de recommandation sur ce sujet. Ce n'est ni par négligence ni par facilité mais par manque de données objectives mettant en évidence la supériorité d'une autre stratégie contre le risque de transcontamination après une échographie diagnostique ER ou EV.

La relance actuelle de cette polémique est une source majeure de préoccupation pour les professionnels que nous sommes, et de grande anxiété chez les patients. En effet, selon ce communiqué de presse, depuis plusieurs années et malgré nos recommandations, nous serions à l'origine de milliers de cas de transmission d'infections par an, en particulier pour le papillomavirus (HPV) et le virus de l'herpès, mais aussi, à un niveau moindre, pour les virus des hépatites B et C ou le virus du SIDA.

Qu'en est-il ?

Deux articles originaux récents (Ma 2012, Casalegno 2012) et une méta-analyse (Leroy 2013) rapportent un « risque théorique » de transcontamination basé sur l'observation de matériel génétique viral présent sur les sondes malgré la décontamination de premier niveau. Deux de ces publications étaient financées par une société commercialisant un procédé de désinfection des sondes.

De l'avis même des auteurs, il est difficile d'estimer le risque de transcontamination par une modélisation mathématique, dans la mesure où de nombreuses incertitudes persistent, en particulier sur la présence d'agents infectieux sur la sonde une fois revêtue de sa protection, dans les conditions réelles de pratique.

Cependant, nous pouvons nous interroger sur ce niveau de risque lorsque l'on sait que le simple examen clinique (toucher rectal et toucher vaginal), pourrait tout aussi bien être concerné par cette polémique : en effet, les procédures imposées aux sondes doivent-elles être supérieures à celles imposées aux mains ? La transcontamination est-elle plus probable avec l'utilisation d'une sonde recouverte par une gaine, décontaminée par un liquide DD puis recouverte par une nouvelle gaine, qu'avec des mains gantées, décontaminées entre deux examens ?

Néanmoins, la situation actuelle impose que le processus global de sécurisation de l'examen, incluant les procédures de désinfection et de manipulation des dispositifs, soit réévalué par des études financées par les pouvoirs publics avec des fonds indépendants d'une société ayant des intérêts dans le domaine de la désinfection des sondes, dans un laboratoire indépendant comme l'Institut Pasteur, afin de valider les meilleures recommandations de pratique.

Ainsi, et dans l'intérêt des malades qui demeure notre première préoccupation, nos sociétés se sont engagées à travailler étroitement avec le HCSP et la Société Française d'Hygiène Hospitalière, avec des professionnels représentant les usagers, exempts de tout conflit d'intérêt.

Dans l'immédiat, les sociétés savantes vont continuer de sensibiliser les professionnels au risque potentiel des examens endocavitaires pour que les recommandations actuelles soient mises en œuvre de façon très stricte.

En cas de risque avéré sur ces bases scientifiques, nous serons les premiers à exiger sans réserve la modification des recommandations, avec renforcement des procédures, et participerons à leur diffusion à l'ensemble des professionnels concernés.

*Pr Nicolas Grenier, Président du Collège des Enseignants de Radiologie de France (CERF)*

*Pr Jean-Pierre Pruvo, Secrétaire Général de la Société Française de Radiologie (SFR)*

*Pr Bernard Hédon, Président du Collège des Gynécologues et Obstétriciens Français (CNGOF)*

*Dr Marc Dommergues, Coordonateur de la commission échographie du Collège National des Gynécologues et Obstétriciens Français (CNGOF)*

*Dr Patrick Coloby, Président de l'Association Française d'Urologie (AFU)*

*Pr Roger Bessis, Président de la Fédération Française d'Ultrasons (FFU)*

*Dr Marianne Fontanges, Présidente du Collège Français d'Echographie Fœtale (CFEF)*

*Dr Jacques Niney, Président de la Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR)*

*Dr Pascal Bérout, Président du Syndicat des Radiologues Hospitaliers (SRH)*

**Service de presse :**

MHC Communication

Marie-Hélène Coste

38 avenue Jean Jaurès – 94110 Arcueil

Tél. : 01.49.12.03.40 - Fax : 01.49.12.92.19

[MHC@mhcom.eu](mailto:MHC@mhcom.eu)